

Ecrit par le 28 janvier 2026

Épargne réglementée : les rendements des Livret A et du LEP reculent



À compter du 1^{er} février 2026, les taux du Livret A et du livret d'épargne populaire (LEP) seront abaissés respectivement à 1,5% et 2,5%. Une décision actée par le ministère de l'Économie et des Finances, sur recommandation de la Banque de France, dans un contexte d'inflation en reflux et de normalisation progressive des taux d'intérêt.

La nouvelle est officielle : après plusieurs mois de stabilité relative, les principaux produits d'épargne réglementée verront leur rémunération diminuer au cœur de l'hiver. Le taux annuel du Livret A, fixé à 1,7 % depuis août 2025, passera à 1,5%, tandis que celui du LEP reculera de 2,7% à 2,5%. Une évolution conforme aux mécanismes de calcul en vigueur, mais qui n'est pas sans conséquence pour des millions

Ecrit par le 28 janvier 2026

d'épargnants.

Une baisse dictée par la mécanique réglementaire

Les taux des livrets réglementés sont révisés deux fois par an, selon une formule prenant en compte l'évolution de l'inflation hors tabac et la moyenne des taux interbancaires de la zone euro. Or, la décrue progressive des prix à la consommation observée depuis plusieurs trimestres a mécaniquement pesé sur les rendements servis. En 2025 déjà, les détenteurs de Livret A et de LEP avaient encaissé deux ajustements à la baisse, en février puis en août. La décision annoncée pour février 2026 s'inscrit donc dans une tendance de fond, marquée par la sortie progressive de la séquence inflationniste post-crises.

Le LEP, toujours favorisé

Si le mouvement est général, le LEP continue toutefois de bénéficier d'un traitement spécifique. Son taux, qui aurait dû s'établir à 1,9% selon la formule stricte, a été rehaussé à 2,5 % grâce à un 'coup de pouce' accordé par les pouvoirs publics. Le gouverneur de la Banque de France l'a rappelé : ce produit reste 'le véritable support de l'épargne populaire', réservé aux ménages aux revenus modestes et conçu pour protéger leur pouvoir d'achat. Cette bonification illustre la volonté de l'État de préserver un différentiel attractif entre le LEP et le Livret A, afin d'inciter les épargnants éligibles à privilégier ce placement.

Un impact élargi à l'ensemble de l'épargne réglementée

La baisse du Livret A entraîne dans son sillage celle du livret de développement durable et solidaire (LDDS), dont la rémunération est alignée sur celle du produit phare. Lui aussi affichera donc 1,5% à compter du 1^{er} février. Au-delà des particuliers, cette évolution concerne indirectement le financement du logement social et des politiques publiques, largement adossé à la collecte du Livret A. Un rendement plus faible peut freiner la collecte, tout en allégeant le coût des ressources pour les organismes emprunteurs.

Entre sécurité et rendement

Produits liquides, garantis par l'État et exonérés d'impôt sur le revenu, le Livret A et le LEP demeurent des valeurs refuges pour l'épargne de précaution. Cependant leur rendement réel, une fois l'inflation prise en compte, reste limité. Pour les épargnants, la baisse annoncée invite à un arbitrage renouvelé : conserver ces livrets pour leur sécurité et leur disponibilité, ou diversifier davantage leurs placements afin de préserver, autant que possible, le pouvoir d'achat de leur épargne.

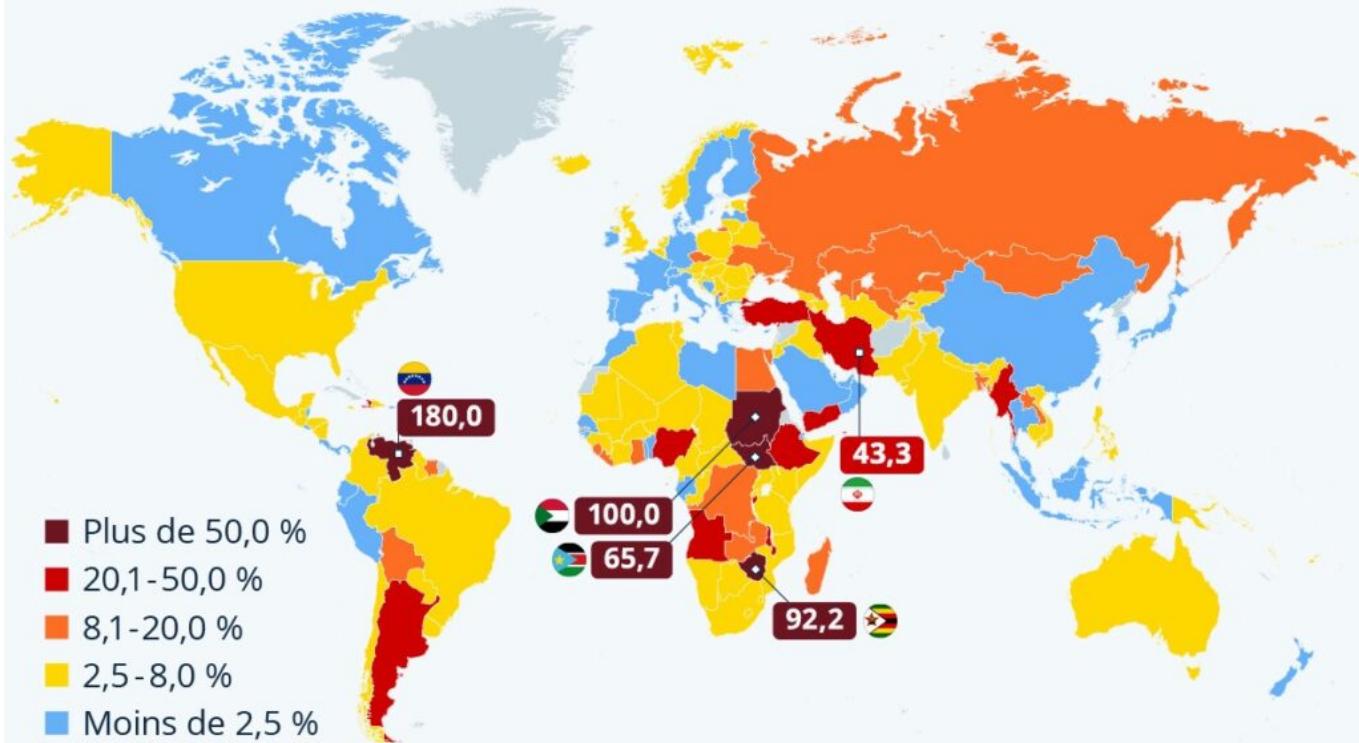
Mireille Hurlin

Ecrit par le 28 janvier 2026

L'inflation dans le monde en 2025

Inflation : un état des lieux mondial

Prévision du taux d'inflation annuel par pays en 2025



Moyenne annuelle ; prévision réalisée en juillet 2025

Source : Fonds monétaire international (FMI)



statista 

Après le pic inflationniste mondial de 2022, causé par les effets de la reprise économique post-pandémie

Ecrit par le 28 janvier 2026

et de la guerre en Ukraine, l'inflation est depuis retombée dans la grande majorité des pays, bien qu'elle reste globalement au-dessus des niveaux d'avant la crise. Dans ses [prévisions économiques publiées en juillet 2025](#), le Fonds monétaire international (FMI) note que l'inflation devrait rester nettement supérieure au taux recommandé de 2 % dans une grande partie du globe cette année. Le FMI prévoit que l'inflation mondiale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 (contre 5,7 % en 2024), puis à 3,5 % en 2026.

Comme le montre notre carte, si l'inflation devrait rester cette année inférieure à 2,5 % dans la majorité des pays d'Europe de l'Ouest, dont la France (prévision à 1,3 % pour 2025), plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie subissent toujours une inflation particulièrement élevée. Le FMI prévoit par exemple un taux d'inflation annuel de 5,3 % au Brésil, de 8,9 % en RD Congo, de 9,3 % en Russie, de 10 % au Bangladesh et de 19,7 % en Égypte.

D'autres pays qui connaissent actuellement des conflits armés, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs enregistrent même des taux d'inflation encore plus élevés. Parmi eux figurent l'Argentine, la Turquie, l'Iran, le Zimbabwe, le Soudan et le Venezuela, où les prévisions tablent sur une hausse moyenne des prix à la consommation allant de 35 % à 180 % en 2025.

Dans le détail, les prévisions indiquent que 122 pays et territoires réussiront à maintenir l'inflation en dessous de la moyenne mondiale cette année (inférieur à 4,2 %), tandis que plus de 30 devraient enregistrer un taux d'inflation deux fois (ou plus) supérieur à la moyenne (taux de 8,4 % ou plus).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les prix de l'alimentation repartent à la hausse dans le monde

Ecrit par le 28 janvier 2026

Les prix alimentaires mondiaux repartent à la hausse

Indice mondial des prix des produits alimentaires de la FAO de janvier 2018 à juin 2025*



* 100 = niveau moyen des prix pendant la période de référence 2014-2016

Source : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Après une période de reprise suite au double choc de la pandémie et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie entre 2020 et 2022, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont recommencé à augmenter ces derniers mois. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO), l'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint 128 points en juin 2025, ce qui représente une hausse de 28 % des prix mondiaux des denrées alimentaires par rapport à la période de référence 2014-2016. Bien que

Ecrit par le 28 janvier 2026

ce chiffre soit en baisse par rapport au pic de 160 points atteint en mars 2022, peu après le début de l'invasion russe, il est en hausse de près de 6 % par rapport à juin 2024 et d'environ 35 % par rapport à la moyenne de 2019.

Comme le montre notre infographie, les prix des denrées alimentaires sont revenus en 2023 à leur niveau de mi-2021, mais ne sont jamais redescendus aux niveaux observés avant la pandémie. Depuis le premier trimestre 2024, les prix des denrées alimentaires ont même recommencé à grimper, aggravant à nouveau les perspectives en matière de [sécurité alimentaire mondiale](#). Selon la FAO, à l'échelle mondiale en 2024, le coût quotidien moyen d'une alimentation saine s'élevait à 4,46 dollars (en parité de pouvoir d'achat), ce qui signifie que 2,6 milliards de personnes n'avaient toujours pas les moyens d'y accéder.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'inflation poursuit son ralentissement

Ecrit par le 28 janvier 2026

L'inflation poursuit son ralentissement

Évolution annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation en France



* en date de décembre.

Source : Insee




D'après les [chiffres provisoires](#) publiés par l'Insee le mardi 7 janvier, l'indice des prix à la consommation s'est stabilisé à 1,3 % sur un an en décembre 2024, soit une évolution identique à celle du mois précédent. L'inflation confirme ainsi son ralentissement, après deux années marquées par des niveaux particulièrement élevés : 5,2 % en 2022, et 4,9 % en 2023. L'Insee estime que le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre cette année, pour atteindre 1 % sur un an en juin prochain.

Ecrit par le 28 janvier 2026

Le pic inflationniste des dernières années avait commencé à l'automne 2021, suite à la hausse du cours des matières premières due principalement à la pandémie de Covid-19. Mais c'est suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, que l'indice des prix à la consommation a connu ses plus fortes hausses : la guerre en Ukraine a en effet profondément impacté de nombreux marchés, et créé une crise énergétique sans précédent en Europe. La chute des prix de l'énergie en 2024 a ainsi contribué au ralentissement de l'inflation.

De Valentine Fourreau pour Statista

En 2024, les Provençaux prévoient un budget moyen de 543€ pour Noël



Ecrit par le 28 janvier 2026

Alors que les fêtes de fin d'année et la frénésie de consommation qui l'accompagne approchent à grands pas, [Ankorstore](#), la première plateforme européenne de vente entre professionnels qui connecte 30 000 marques et 300 000 commerçants indépendants, dévoile aujourd'hui les résultats de son étude 'Fêtes de fin d'année et pouvoir d'achat des Français : quel impact sur les commerçants ?'. L'enquête, réalisée auprès de 300 détaillants et 2004 Français, met en lumière un certain stress de part et d'autre quant à cette période, qui représente pour les commerçants le plus gros pic de leur activité annuelle. Quant aux consommateurs, la fin d'année est synonyme de dépenses importantes. Récit d'une fin d'année qui s'annonce tendue en PACA.

Bien que l'inflation soit annoncée en baisse selon les chiffres récemment publiés par l'Insee, 73% des habitants de la région PACA déclarent ne pas percevoir d'amélioration de leur pouvoir d'achat (contre 72% des Français). Si l'inflation semble effectivement ralentir, la pression financière demeure forte sur les ménages qui sont 44% à ressentir la période des fêtes à venir comme une source de stress financier (contre 50% des Français).

Les Provençaux ne dépenseront pas plus cette année

Dans ce contexte tendu, le budget moyen (incluant les cadeaux, le repas, les tenues, la décoration, etc) prévu pour les fêtes de fin d'année par les Provençaux en 2024 est néanmoins plus élevé que la moyenne nationale avec 543€ contre 508€ pour les Français. Un budget stable au mieux puisque 84% des habitants de la région PACA n'envisagent pas d'augmenter leurs dépenses cette année (contre 80% des Français). Ce budget est plus élevé que celui de leurs voisins d'Occitanie, pour qui il s'élève à 489€.

À l'échelle nationale, les seniors restreignent leur budget tandis que les *millenials* ne lésinent pas sur les dépenses

Plus de trois quarts des 55 ans et plus (79%) ne ressentent pas la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat. En conséquence, cette partie de la population prévoit une réduction de son budget pour les fêtes, avec un budget moyen de 485 €, en baisse de 8,5% par rapport à l'année dernière.

Même tendance chez les 45/54 ans, qui sont 78% à affirmer ne pas ressentir la baisse de l'inflation. Ces derniers disposent par conséquent d'un budget à la baisse pour Noël de 447€, soit une baisse de 9% par rapport à l'année précédente.

A contrario, près de la moitié (48%) des *millenials* (18-34 ans) ressentent les effets de la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat (contre 22% pour les plus de 35 ans). Parmi cette tranche d'âge, les plus jeunes (18-24 ans), sont plus optimistes et prévoient même un budget pour Noël estimé à 681€ (soit +34% que le budget moyen des Français). Un budget en augmentation de plus de 31% par rapport à 2023.

D'importantes disparités régionales

Côté budget, toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a en effet quelques disparités

Ecrit par le 28 janvier 2026

entre les prévisions budgétaires d'un francilien (601€) et d'un provençal (543€). Un écart cohérent puisque 43 % des franciliens déclarent ressentir la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat alors qu'ils ne sont que 27% en région PACA. Les deux régions sont celles dont le budget de Noël 2024 est le plus élevé.

Parmi les autres régions, on retrouve des budgets supérieurs à la moyenne nationale en Auvergne-Rhône-Alpes (581€) et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (543€). Les régions Pays-de la Loire (428€), Centre Val de Loire (426€) et Bretagne (422€), sont celles où le budget Noël des habitants est le plus faible.

Face à une saison qui s'annonce contrastée, les commerçants restent optimistes

Bien conscients de cette frilosité des Français, 70% des commerçants estiment que leurs dépenses des Français pour les fêtes de fin d'année ne dépasseront pas celles de 2023 sur la même période. Face à cette probable prudence budgétaire, les commerçants restent résilients et sont 67% à se dire optimistes pour la période de fin d'année 2024.

Le Black Friday : entre opportunité et concurrence

Si l'optimisme perdure, les commerçants restent sceptiques, notamment face au Black Friday. En effet, 42 % d'entre eux jugent l'événement commercial comme une concurrence des grandes enseignes et de l'e-commerce, ajoute une pression supplémentaire dans ce contexte de consommation limitée.

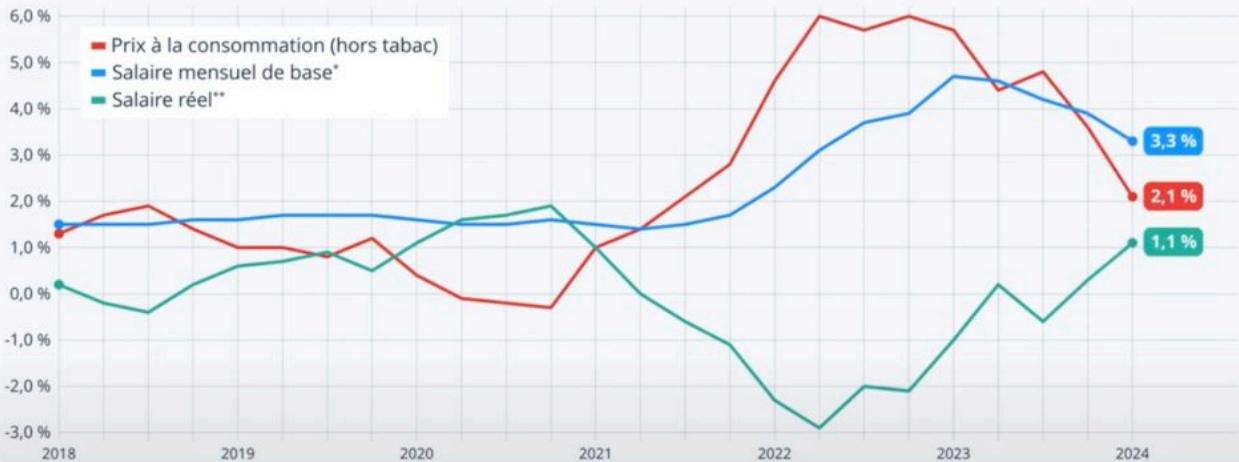
Étude réalisée par Ankorstore

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation en France ?

Ecrit par le 28 janvier 2026

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation ?

Évolution trimestrielle des salaires et des prix à la consommation en France, en glissement annuel



* brut de toutes formes de cotisations/prestations sociales ** SMB tenant compte de l'inflation.
Source : Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques (Dares)



En période de forte inflation, lorsque les prix augmentent plus vite que les salaires, les salaires réels (tenant compte du coût de la vie) diminuent, ce qui signifie que les ménages voient, et ressentent, le pouvoir d'achat de leur revenu baisser. Cela a été le cas lors de la crise inflationniste de 2021-2023, période durant laquelle le salaire réel moyen en France a baissé (ou stagné) pendant 10 trimestres consécutifs, entre juin 2021 et décembre 2023.

L'inflation est depuis retombée dans la zone euro, et, d'après les données de la [Dares](#) (Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques), les salaires réels sont repartis à la hausse en France au premier trimestre 2024, avec une croissance de 1,1 % en glissement annuel. Comme le retrace notre animation graphique, la croissance du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés est repassée nettement devant celle des prix à la consommation (hors tabac) au premier trimestre : +3,3 % contre +2,1 %.

Cependant, si l'on regarde la croissance cumulée des salaires et des prix entre le premier trimestre 2021 et 2024, on se rend compte qu'il faudra patienter encore quelque temps avant que les salaires ne rattrapent entièrement l'inflation qui a sévi ces trois dernières années. Ainsi, le salaire mensuel de base des salariés français affiche une croissance cumulée de 10,5 % sur trois ans, contre une inflation cumulée d'environ 12,5 %. Cela signifie donc, qu'en moyenne, le salaire réel a diminué d'environ 2 % en France entre le premier trimestre 2021 et 2024.

La pyramide des salaires en France

Ecrit par le 28 janvier 2026

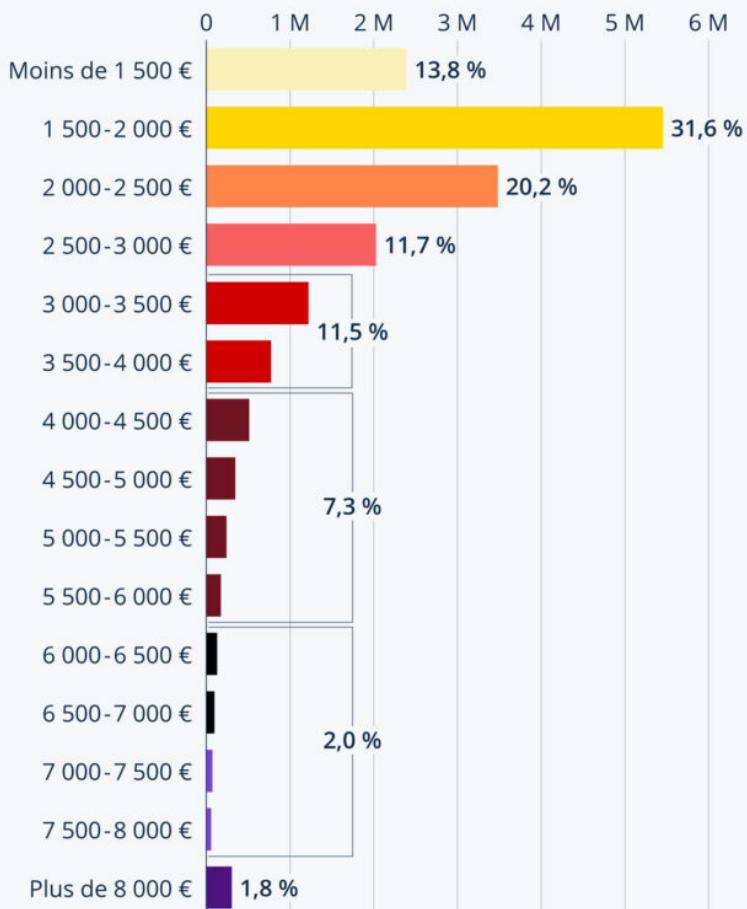
Combien gagnez-vous par rapport à la moyenne des Français ? La dernière [étude annuelle](#) de l'Insee sur les revenus donne un aperçu de la distribution des salaires dans l'Hexagone. En 2022, un salarié du secteur privé percevait en moyenne 2 630 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration des revenus dans le bas de la distribution. Le salaire net médian — signifiant que 50 % des [salariés français](#) gagnent moins et que l'autre moitié gagne plus — se situait ainsi à 2 091 € nets mensuels.

Basé sur les données de cette étude, notre graphique donne un aperçu détaillé de la répartition des salaires dans le secteur privé, en équivalent temps plein. On constate qu'environ 14 % des salariés perçoivent [moins de 1 500 € nets par mois](#) (certains salaires en EQTP pouvant être inférieurs au Smic) et que près de 32 % se situent entre 1 500 € et 2 000 € nets. Concernant les tranches suivantes, 32 % touchent de 2 000 € à 3 000 € et ils ne sont plus que 11,5 % à gagner entre 3 000 € et 4 000 €. Les revenus supérieurs à 4 000 € nets mensuels ne concernent qu'environ un salarié français sur dix en EQTP (11 %), et au delà de 8 000 €, seulement 1,8 %.

Ecrit par le 28 janvier 2026

La pyramide des salaires

Distribution des salaires mensuels nets en France, en équivalent temps plein (et pourcentage) en 2022*



* France hors Mayotte, salariés du privé (y compris contrats aidés et de professionnalisation), hors apprentis et stagiaires.

Source : Insee



De Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 28 janvier 2026

Les jeunes de Paca sont parmi les plus dépensiers de France



Le Teenage Lab de [Pixpay](#), la carte de paiement des ados copilotée par les parents, vient de dévoiler l'édition 2024 de son baromètre 'Les habitudes de consommation des ados'. On y découvre que les adolescents de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les deuxièmes plus dépensiers après les Corses, avec 110€ dépensés mensuellement en 2023, la plus grande part étant dédiée aux fast food avec 16,21% des transactions.

Dans la région voisine, en Occitanie, les dépenses mensuelles sont évaluées à 101€. Au niveau national, malgré l'inflation, les jeunes n'ont jamais autant déboursé puisqu'ils dépensent près de 97€ par mois, c'est 20% de plus que l'année précédente (80,4 €), et c'est plus qu'en Italie et en Espagne où le montant est compris entre 51 et 57€ par mois. C'est à McDonald's que les adolescents dépensent le plus, suivi d'Apple et de la SNCF.

Ecrit par le 28 janvier 2026

Top 3
des marchands les plus fréquentés et leurs paniers moyens



4	MONOPRIX	6 €	
5		4,8 €	
6	E.Leclerc 	16,4 €	
7	Intermarché	9,3 €	
8		11,9 €	=
9		10,6 €	
10	Auchan	9,6 €	=

©Pixpay

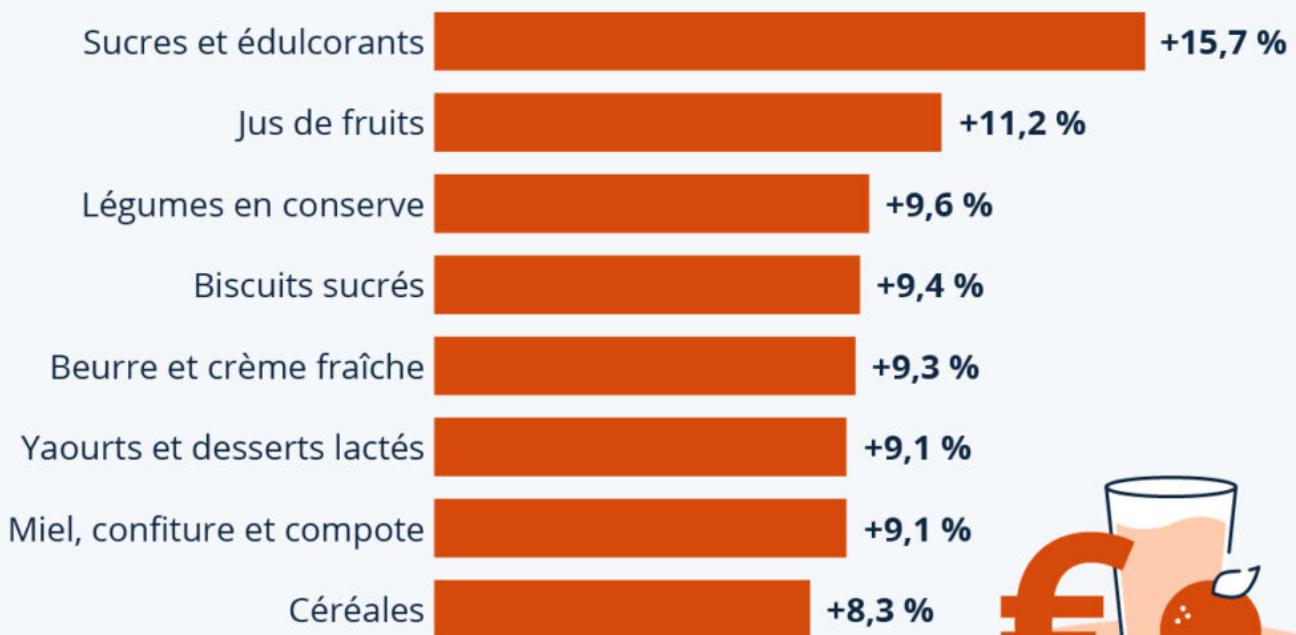
V.A.

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Ecrit par le 28 janvier 2026

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Évolution des prix des huit familles de produits ayant le plus augmenté entre décembre 2022 et décembre 2023



Base : panier de 31 produits de première nécessité.

Sources : 60 Millions de Consommateurs, NielsenIQ



statista 

D'après le plus récent baromètre EuroTrack d'OpinionWay-Vae Solis pour Les Echos, le pouvoir d'achat et la hausse des prix sont actuellement les deux préoccupations principales des électeurs à l'approche des élections européennes. L'année 2023 a en effet été marquée par une forte inflation qui a durement affecté les prix à la consommation, et notamment les prix de l'alimentation.

Ecrit par le 28 janvier 2026

Depuis février 2022, le magazine 60 Millions de Consommateurs publie également un [baromètre mensuel de l'évolution des prix de l'alimentation](#), basé sur un panier de produits de première nécessité, qui comprend par exemple des pâtes, de l'huile d'olive, des œufs ou encore du beurre. Comme le montre notre infographie, basée sur ces données, le prix des sucres et édulcorants a connu la plus forte augmentation entre décembre 2022 et 2023, atteignant 15,7 % sur l'année. Les jus de fruits arrivent en deuxième position, avec une augmentation de 11,2 % sur l'année, suivis des légumes en conserve (9,6 %). Si l'évolution sur un an du prix du panier de produits de 60 millions de consommateurs est importante (+7,67 % entre décembre 2022 et 2023), celle-ci est loin d'être aussi impressionnante que l'évolution sur deux ans : entre décembre 2021 et décembre 2023, ces produits ont ainsi vu leurs prix augmenter de 22,5 %.

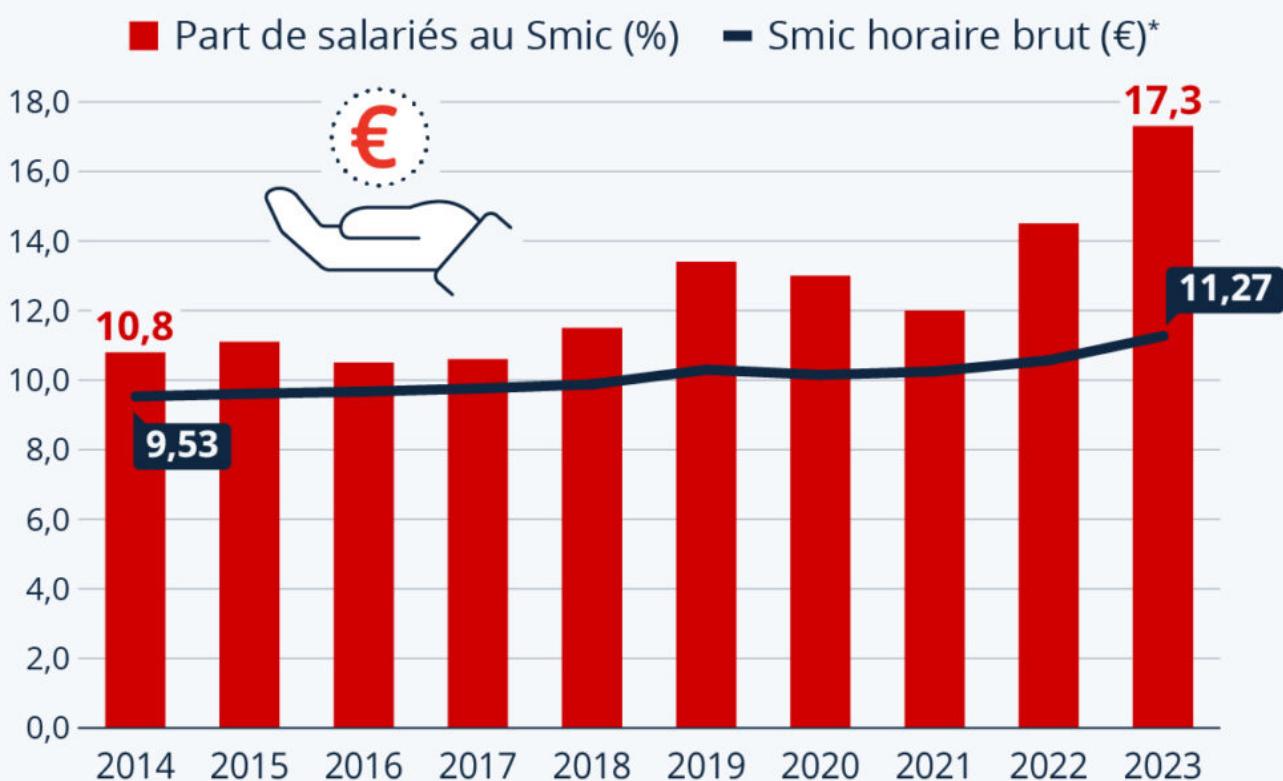
De Valentine Fourreau pour Statista

Marché du travail : de plus en plus de smicards en France

Ecrit par le 28 janvier 2026

De plus en plus de smicards

Évolution de la proportion de salariés au Smic en France et du montant du Smic horaire brut



* au 1er janvier de chaque année

Sources : Insee, Libération




Il n'y a jamais eu autant de Français payés au Smic depuis plusieurs décennies. Au 1er janvier 2023, 17,3 % des [salariés français](#) touchaient le salaire minimum, soit 3,1 millions de personnes, selon les données d'un groupe d'experts sur le Smic publiées dans [Libération](#). La majorité des smicards sont des femmes (58 %), alors qu'elles forment moins de la moitié de la [population active](#). Les secteurs les plus représentés sont l'hébergement et la [restauration](#).

Ecrit par le 28 janvier 2026

Comme le détaille notre graphique, la part de salariés payés au salaire minimum a fortement augmenté ces trois dernières années, passant de 12,0 % en 2021 à 14,5 % en 2022, puis à 17,3 % cette année. C'est désormais un point de pourcentage de plus que la valeur la plus élevée enregistrée depuis 1991 (16,3 % en 2005).

Les revalorisations successives du Smic face à l'[inflation](#), six depuis l'année 2021, expliquent en grande partie l'explosion récente du nombre de salariés au salaire minimum. De janvier 2021 à mai 2023, le Smic horaire brut est passé de 10,25 euros à 11,52 euros, soit une hausse d'environ 12 %. Les personnes qui touchaient un peu plus que le salaire minimum, si elles n'ont pas été augmentées par leur employeur depuis, ont ainsi vu leur salaire rattrapé par le Smic. Au 1er janvier 2024, la revalorisation automatique du Smic en France devrait être de l'ordre de 1,7 %.

De Tristan Gaudiaut pour Statista